



CGT Finances Publiques Aveyron

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE LOCALE N°3

COMPTE RENDU du 6 décembre 2012

Cette CAPL a été convoquée pour débattre du mouvement complémentaire de la filière fiscale au 1er janvier 2013 et du mouvement spécifique pour l'année 2013.

Après lecture des déclarations liminaires (Déclaration de la CGT ci jointe), la direction a présenté son projet.

11 demandes de mutations internes pour 2 demandes satisfaites.

Même si l'administration déplore la suppression de postes C, ils nous annoncent dans le même temps un plan de requalification visant à transformer des postes C en B. C'est à nouveau la catégorie C qui paiera un lourd tribut.

Sur le nombre de postes vacants, l'administration répond que le nombre d'agents sur le département correspond aux besoins. Mais que le maintien à résidence des agents dont le poste a été supprimé, crée un déséquilibre entre les différents sites du département.

Le maintien à résidence des agents est un droit, les restrictions budgétaires sont seules responsables du déficit d'emploi dans certains postes.

Dans ces conditions, la CGT Finances Publiques s'abstient au vote car nous déplorons que trop peu d'agents aient obtenus satisfaction et que trop de postes restent vacants.

Concernant la création d'un poste spécifique à la trésorerie d'Entraygues, la CGT vote pour, considérant que le choix d'un poste en particulier est toujours positif pour les agents de la Gestion Publique. Cette création sera décidée au niveau national. Si ce poste spécifique est créé, il sera ouvert aux agents des 2 filières.

Pour plus d'infos : prenez contact avec nos élus :

Catégorie C
CAVIERE ANNIE - AAP1 - SIP SAINT AFFRIQUE
DRZAZGA MARTINE - suppléante AAP1 - TRÉSORERIE VILLEFRANCHE
GOLAB LYDIE - AAP2 - SIP DECAZEVILLE
LOUSTALNEAU FLORIAN - suppléant AAP2 - TRÉSORERIE DECAZEVILLE

DECLARATION LIMINAIRE

Pendant 5 années les agents de la DGFIP ont fait les frais de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). Appuyée sur la fusion DGI-DGCP, elle a sabordé le Service public fiscal, foncier et financier, laminé les effectifs et conduit à une dégradation sans précédent de la vie au travail, de l'accomplissement des missions et des conditions d'accueil des usagers.

Avec l'ensemble des personnels, la CGT Finances Publiques a combattu ces politiques destructrices, et ne peut accepter, aujourd'hui, la « démarche stratégique », du nouveau Directeur général qui porte des orientations identiques.

Pour tenter de faire accepter ces choix, il n'a rien trouvé de mieux que de demander aux agents de rechercher, une nouvelle fois, des simplifications dans les missions.

Argument officiel : alléger les tâches des services.

Argument réel : faire participer les agents à la poursuite des suppressions d'emplois.

C'est encore une fois la promesse de nouvelles régressions pour les agents et le Service public.

En témoigne le projet de suppressions d'emplois pour l'année 2013 qui était soumis au Comité Technique de Réseau.

En effet, ce sont encore 2023 suppressions de postes qui sont prévues, dont 1957 pour la catégorie C, s'ajoutant aux 25000 suppressions de ces 10 dernières années.

L'Aveyron n'est pas épargné puisque 8 emplois seront encore supprimés en 2013, au même niveau qu'en 2012, alors que le « changement pour maintenant » était annoncé. De plus ce sont exclusivement des postes d'agents de catégorie C qui seront touchés.

C'est dans ce contexte particulièrement difficile qu'un agent sur quatre à la DGFIP était en grève le 27 novembre 2012.

Les agents de la DGFIP se sont mobilisés pour exiger :

- **Arrêt des suppressions d'emplois ;**
- **Création d'emplois à hauteur des besoins des services ;**
- **Ouverture de discussions sur les taux et volumes de promotions qui reconnaissent les qualifications et la technicité mises en œuvre dans l'exercice des missions ;**
- **Accès au 8ème échelon sans contingentement pour la catégorie C ;**
- **Augmentation du point d'indice ;**
- **Revalorisation de la grille indiciaire ;**
- **Abrogation du jour de carence,**

Cette grève, légitime et nécessaire, a montré que dans les services de la DGFIP, le malaise et le mécontentement sont profondément ancrés.

Face à l'austérité perpétuelle à laquelle veulent nous soumettre nos gouvernants, nous sommes convaincus par la nécessité de réaliser l'unité de l'ensemble du monde du travail dans un périmètre unitaire le plus important possible.